

dernier et installé le candidat de son choix à la fin novembre. Le candidat du dalaï a disparu et serait détenu dans l'isolement.

Les mesures arbitraires du système judiciaire demeurent préoccupantes. On continue d'exécuter les auteurs de crimes de toutes sortes, même ceux considérés comme mineurs dans la plupart des pays. Toutes les exécutions sont publiques. Les récentes mesures de répression de la corruption économique ont pris la forme de sentences sévères, incluant la peine de mort, à l'endroit des auteurs de crimes économiques.

La Chine voit les plaintes portées contre elle au chapitre des droits de la personne comme une « intervention dans les affaires internes de l'État ». L'aboutissement presque victorieux d'une résolution déplorant les violations des droits de la personne en Chine à la Commission des droits de la personne de l'ONU en février dernier a eu pour effet de retenir l'attention sur ce dossier pendant toute l'année. La réaction chinoise fut d'interrompre plusieurs de ses dialogues bilatéraux sur les droits de la personne. La Chine a néanmoins accepté de reprendre certains dialogues, en commençant par le Canada, en janvier 1996.

POSITION DU CANADA

Le Canada poursuit son objectif de respect des droits de la personne en faisant la promotion des droits fondamentaux définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, et en encourageant la réforme des structures juridiques, le bon gouvernement et la primauté du droit. En sa qualité de signataire de nombreuses conventions de l'ONU concernant les droits de la personne, la Chine est tenue de les respecter.

Le Canada est déjà intervenu en faveur de certaines victimes d'abus. Il exprime ses préoccupations concernant la situation générale des droits de la personne en illustrant son propos de cas notoires de violations des droits en termes précis ou généraux. Cette formule a été suivie dans des réunions bilatérales avec des dirigeants de haut rang (notamment des discussions entre le premier ministre Chrétien et le premier ministre Li Peng) et dans le parrainage de résolutions à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Le Canada tente d'établir un dialogue régulier entre représentants officiels sur la question des droits de la personne. La première rencontre a eu lieu en janvier à Beijing.

Les activités canadiennes de promotion de bon gouvernement et des droits de la personne en Chine se poursuivent. À travers l'Agence canadienne de développement international, le Canada forme des juges et participe à des échanges d'avocats. Ces programmes visent à exposer les juges et avocats chinois de haut rang au système juridique canadien et à dispenser une formation en droit qui à terme rendra le système judiciaire plus professionnel. Le Canada aide aussi les Chinois à mettre en oeuvre la Loi sur les droits de la femme. Ces programmes et d'autres aussi montrent la volonté du Canada de favoriser un changement d'attitude au niveau local à l'égard des droits de la personne.

Le Canada est bien conscient que ses gestes ne se traduiront pas par des changements majeurs en Chine à court terme. Ce n'est que graduellement que nous pouvons amener la Chine à créer un contexte plus favorable aux droits de la personne. C'est par le dialogue avec les autorités et par des projets touchant directement la population qu'une amélioration durable de la situation des droits de la personne s'opérera.